



Montréal se met à l'heure de **l'Euro** Page A 8



Culture Pierre Lapointe revisite ses mal-aimés Page E 1



Lectures d'été L'imaginaire du bar Page F 1

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CVII N° 130

LE DEVOIR, LES SAMEDI 11 ET DIMANCHE 12 JUIN 2016

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$



JONATHAN BOULET-GROULX

Vie immobile dans le batey Canutillo. La décision d'annuler la nationalité de tous les Dominicains nés de parents étrangers « en situation irrégulière » a chamboulé la vie de dizaines de milliers d'Haïtiens qui ne peuvent obtenir ni acte de naissance, ni carte d'identité, ni passeport.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Zonbi, ou comment vivre quand on n'existe pas

L'apatridie est devenue une maladie héréditaire pour la main-d'œuvre haïtienne

ANTOINE DION-ORTEGA
à Quisqueya, République dominicaine

Le soleil écrasant de l'après-midi s'est adouci au batey Canutillo. Ses habitants sortent graduellement de leur torpeur. Les jeunes hommes se dirigent vers le terrain de basket-ball, les enfants, vers les gradins. Les plus vieux, revenus des plantations de canne à sucre

ou de leur potager, font claquer les dominos dans l'air frais du soir. Du magasin près de la place, deux gigantesques haut-parleurs inondent le village de merengue, lui imposant un air de fête même quand il n'y a rien à fêter.

En septembre 2013, le tribunal constitutionnel a annulé la nationalité de tous les Dominicains

VOIR PAGE A 10 : ZONBI

Dossier

Le retour vers nulle part. Page A 4
Le commerce de la migration. Page A 5
Le cheval de Troie haïtien. Page A 6

SONDAGE LÉGER

Cloutier et Lisée font leur effet

MARCO FORTIER

Alexandre Cloutier marque des points en regard des autres aspirants à la chefferie du Parti québécois (PQ), mais la campagne d'idées de Jean-François Lisée vient brouiller les cartes.

Le député de Lac-Saint-Jean a gagné 10 points par rapport au mois dernier. Alexandre Cloutier obtient l'appui de 37% des sympathisants péquistes, comparativement à 27% au début du mois de mai, révèle un sondage Léger mené pour *Le Devoir* et *Le Journal de Montréal*.

Ce coup de sonde a été mené par Internet auprès de 990 personnes entre le 6 et le 8 juin.

Le sondage confirme que Jean-François Lisée

occupe désormais le deuxième rang parmi les aspirants chefs du PQ (15%), à égalité statistique avec Véronique Hivon (14%). La députée Martine Ouellet suit à 7%, et l'avocat Paul Saint-Pierre Plamondon obtient 2%.

Plus du quart (26%) des sympathisants péquistes reste toutefois indécis, ce qui fait dire au sondeur Christian Bourque que la course reste ouverte malgré l'avance d'Alexandre Cloutier. « Il y a un certain moment dans la campagne de M. Cloutier. Il consolide son avance, mais Jean-François Lisée peut certainement jouer les trouble-fête », dit le vice-président et associé chez Léger.

Il rappelle le résultat étonnant de la course à la direction du Parti libéral du Canada en 2006: Stéphane Dion, qui partait loin derrière les favoris, s'était faufilé et avait été couronné au quatrième tour, avec l'appui du candidat Gerard Kennedy.

Plus du quart des sympathisants péquistes demeure indécis

VOIR PAGE A 10 : SONDAGE

AUJOURD'HUI

Littérature › La muse de Réjean Ducharme s'éteint. Page C 7



FrancoFolies › Souchon-Voulzy: réunion sentimentale. Page C 7



Avis légaux..... C 8
Carrières..... C 3
Décès..... C 9
Mots croisés..... D 4
Petites annonces..... C 9
Sudoku..... D 5

GORDIE HOWE 1928-2016

La planète hockey en deuil

JEAN DION

Dans le temps, les années 1950 et 1960, l'âge d'or du hockey de la Ligue nationale à six équipes, le numéro 9 était une affaire de poids lourds. À Montréal, bien sûr, on retrouvait Maurice Richard. À Boston, Johnny Bucyk. À New York, Andy Bathgate. À Chicago, Bobby Hull. Tous entreraient un jour au Temple de la renommée, et pas en achetant un billet.

Et à Detroit, le 9 avait pour nom Gordie Howe. Lui, décédé vendredi à l'âge vénérable de

VOIR PAGE A 10 : HOWE

Lire aussi › Les hommages pleuvent pour Howe. Page C 9



RYAN REMIORZ LA PRESSE CANADIENNE

La légende de Gordie Howe s'est notamment bâtie lors de ses affrontements contre Maurice Richard et Jean Béliveau. Ci-dessus, Howe et Béliveau lors d'une cérémonie au Centre Bell en 2007.

Stores de Qualité
FABRIQUÉ AU QUÉBEC

SUR MESURE
ESTIMATION GRATUITE
1 855 770-8677

Claude Bouchard

OPAQUES SOLAIRES TRANSLUCIDES
MOTORIZATION DISPONIBLE

TOILES À ROULEAUX • PANNEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VOILAGE • STORES ROMAINS
STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES VERTICAUX

50% de rabais ou
INSTALLATION GRATUITE

QUÉBEC 418-654-8677
LÉVIS 418-654-8677
TROIS-RIVIÈRES 819-696-8677
MONTREAL 514-231-8677
LAVAL 450-627-3716
LONGUEUIL 450-445-9829

Québec, Lévis, Montréal, Trois-Rivières, Repentigny, Laval, Boisbriand, Mont-Tremblant, Longueuil, Beloeil, Magog

FIN DE SESSION PARLEMENTAIRE



PHOTOS JACQUES BOISSINOT/PC

« Le PQ cherchera encore le moyen de proposer un référendum sans en proposer un [...]. La CAQ continuera à se chercher. »

Philippe Couillard, premier ministre du Québec



« Chaque fois que ce gouvernement bouge, c'est pour reculer ou s'enfoncer davantage dans des sables mouvants »

Sylvain Gaudreault, chef intérimaire du PQ



« Qu'est-ce que M. Couillard veut faire comme premier ministre du Québec? Pourquoi est-il en politique? Ce n'est pas clair. »

François Legault, chef de la CAQ



« [Avec] le gouvernement libéral, [...] les scandales, il y en a tout le temps, il y en a toutes les semaines »

Françoise David, porte-parole de QS



JACQUES NADEAU/LE DEVOIR

De nombreuses crises ont animé les débats à l'Assemblée nationale au cours des derniers mois.

Les libéraux concluent une session semée d'embûches

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

Les élus libéraux n'étaient pas mécontents vendredi de tirer un trait sur une rude session parlementaire marquée par des crises à répétition.

Les chefs des partis d'opposition Sylvain Gaudreault, François Legault et Françoise David ont tour à tour récité comme une litanie les controverses dans lesquelles s'est retrouvé le gouvernement libéral depuis le début de l'année. « Crise majeure au MTQ, graves contradictions dans l'affaire Rona, manquement à l'éthique du côté de Sam Hamad, déclaration inconsiderée de la ministre De Santis... », a énuméré le chef de l'opposition officielle, Sylvain Gaudreault, sans manquer de souffle.

À ses yeux, le premier ministre Philippe Couillard dirige un gouvernement « dysfonctionnel », gangrené par la « chicane », qui est « incapable d'avancer ». « C'est un gouvernement sans envergure qui se contente de gérer le Québec sans ambition, alors que le Parti québécois a l'ambition de faire du Québec un pays », a-t-il dit.

Nombreuses crises

Depuis le début de l'année, le gouvernement libéral a fait face à la vente du fleuron québécois Rona à des intérêts américains, au point de vue égalitaire de la ministre de la Condition féminine, Lise Thériault, à un bras de fer avec Pétrolia au sujet de l'exploration pétrolière et gazière sur l'île d'Anticosti, sans oublier l'arrestation de l'ex-vice-première ministre libérale Nathalie Normandeau, la mise à l'écart du Conseil des ministres de Sam Hamad, éclaboussé par des allégations de trafic d'influence, et la crise de confiance ébranlant le ministère des Transports.

Sur le front législatif, la ministre de la Justice, Stéphanie Vallée, s'est avouée vaincue face à l'élu péquiste Agnès Maltais et a re-

Adoption du premier projet de loi de QS

Pour : 109, contre : 0, abstention : 4 ; l'Assemblée nationale a adopté vendredi, dans un véritable marathon législatif, le premier projet de loi solidaire. « Il y a quelques bonnes nouvelles, et de bonnes nouvelles auxquelles Québec solidaire est intimement associé. Nous ne sommes pas peu fiers », a lancé la députée de Gouin, Françoise David, dans la foulée de l'adoption de la Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés, dont elle est l'auteure. « Ces locataires âgés sont désormais protégés de l'éviction », s'est-elle réjouie au terme de deux ans d'efforts. « Voilà, Québec solidaire fait beaucoup de choses dans la vie, mais Québec solidaire est même capable, et c'est rarissime, d'amener un projet de loi jusqu'à son accomplissement, jusqu'à son adoption. On fait ça à trois, imaginez-vous si on était 20, 30, ou 62 », a conclu M^{me} David, entourée de Manon Massé et Amir Khadir.

tiré les dispositions anti-discours haineux prévues dans le projet de loi 59. Le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, a, lui, renoncé à réorganiser les commissions scolaires et à abolir les élections scolaires.

Le chef caquiste, François Legault, n'a pas manqué de reprocher vendredi au gouvernement de « tourner en rond en éducation » depuis son arrivée aux commandes de l'État, en avril 2014.

Il a par la suite dépeint M. Couillard comme un premier ministre « cérébral », « passif » — « des méchants diraient "ennuyant" », a-t-il ajouté — qui est plombé par un « manque de vision » ainsi que de « passion » et de « leadership ». Le gouvernement libéral est « en panne d'idées ». « On se retrouve actuellement avec un gouvernement libéral usé, un Parti québécois déconnecté et une CAQ sur sa lancée », a-t-il résumé, présentant sa formation politique comme « la seule "alternative" » au PLQ.

De son côté, Philippe Couillard a insisté sur les succès de la première moitié de son mandat, notamment la croissance de l'emploi et la bonne tenue de la cote de crédit du Québec, plutôt que sur les événements « imprévisibles » ou « incontrôlables » auquel il a été confronté. Le chef du gouvernement n'entendait pas faire acte de contrition. « Ce

n'est jamais facile, gérer un gouvernement. Il y a toutes sortes d'intérêts divergents, a-t-il affirmé. J'adore ce que je fais », a-t-il cependant assuré à la presse.

Fin de session houleuse

Le gouvernement Couillard a dû imposer des mesures d'exception pour faire adopter, avant la relâche parlementaire, le projet de loi 100 sur l'industrie du taxi en raison du refus de Québec solidaire de donner son consentement à des procédures accélérées.

Les solidaires et les péquistes ont dénoncé un amendement « surprise » visant à accommoder Uber en ouvrant la porte à un régime spécial pour cette « multinationale voyou ».

M. Daoust est « tellement affaibli » par la crise au MTQ et la controverse sur la vente des actions de Rona par Investissement Québec qu'il a dû « concocter un amendement pour faire plaisir aux jeunes libéraux et caquistes et à Uber », a déploré la députée péquiste Martine Ouellet. Le projet de loi a été adopté en soirée sur fond de mésentente.

Le Devoir

Lire aussi | Le calme de Couillard devant l'incontrôlable. Un texte de notre journaliste Robert Dutrisac. Page B 3

INTENTIONS DE VOTE

Pas de panique dans le camp péquiste

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

Le chef de l'opposition officielle, Sylvain Gaudreault, ne se préoccupe pas de la stagnation des appuis à l'égard du Parti québécois, et ce, malgré un taux d'insatisfaction grandissant envers le gouvernement libéral.

La course à la direction du PQ explique en grande partie le maintien des intentions de vote, a-t-il soutenu en marge du bilan de la dernière session vendredi. « On est dans une période au Parti québécois où on a une course au leadership qui est extrêmement suivie par la population. Moi, je suis là comme chef intérimaire. Alors, je maintiens les choses », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. M. Gaudreault a toutefois prédit que « le ou la » chef élu en octobre prochain mènera les troupes péquistes à la victoire lors des prochaines élections générales, en 2018.

En un mois, le Parti libéral du Québec a reculé de trois points (32%), la Coalition avenir Québec a avancé de trois points (24%), tandis que le PQ fait du surplace (30%), selon un sondage Léger effectué pour *Le Devoir* et *Le Journal de Montréal*. À la lumière de celui-ci, l'effritement des appuis des libéraux, empêtrés dans des crises à répétition depuis le début de l'année, a profité exclusivement à la CAQ. « Si on prend trois points chaque mois, d'ici le 1^{er} octobre 2018, on va se retrouver comme en Russie. Donc, moi, je vois ça positif », a lancé le chef caquiste, François Legault, avant d'esquisser un large sourire.

La CAQ « sur une lancée »

M. Legault affichait une tout autre mine il y a un an, après avoir encaissé une douloureuse défaite lors de l'élection partielle dans la circonscription de Chauveau. Le chef caquiste déceçait aujourd'hui une « tendance très positive » dans les derniers sondages d'opinion. « Il faudrait vraiment être de mauvaise foi pour dire que la CAQ n'est pas sur une lancée », a-t-il poursuivi, les yeux rivés sur le scrutin du 1^{er} octobre 2018. L'homme de 59 ans croise les doigts afin que la CAQ passe, d'ici là, du troisième au premier rang, ce qui lui permettrait de « déménager dans l'édifice Price ». La résidence officielle du premier ministre s'y trouve.

Pour y arriver, la CAQ a établi une « stratégie très claire » visant notamment à égrener des « propositions constructives sur différents sujets » au cours des deux prochaines années. Par ailleurs, M. Legault intensifiera ses efforts pour convaincre les fédéralistes fidèles au PLQ de se rallier à la CAQ, et ce, sans craindre de favoriser indirectement les péquistes. « Ça fait 40 ans que les gens votent libéral parce qu'ils ne veulent pas de la souveraineté. Donc, on a encore du travail à faire pour leur expliquer qu'il y a une solution de rechange. Ça s'en vient », a déclaré M. Legault. D'ailleurs, les appels, peu nombreux, à la tenue rapide d'un référendum sur l'indépendance du Québec l'incitent à croire que « c'est la fin du Parti québécois comme parti qui aspire à gouverner ».

Il ne paraît pas s'inquiéter de la perspective de l'élection du député de Lac-Saint-Jean, Alexandre Cloutier, à la tête du PQ. Plusieurs estiment que l'élu trentenaire pourrait faire souffler un vent de jeunesse à Québec... comme l'a fait Justin Trudeau à Ottawa. « [Alexandre Cloutier] n'est pas aussi beau », a lancé à la blague M. Legault à la presse. « Il s'en va cet été se promener partout au Québec. Quand il fait chaud et on se met à parler de souveraineté, ce n'est pas facile », a-t-il ajouté.

Sylvain Gaudreault a invité « Jojo Legault » à cesser de hasarder des prédictions. Il a en outre reproché au chef du deuxième groupe d'opposition d'être mû par ses ambitions personnelles. « François Legault a plus d'ambition pour lui-même que pour le Québec. François Legault a dit à sa femme de se préparer à aller habiter l'édifice Price. Avec autant d'arrogance, ne vous inquiétez pas, il va rester troisième longtemps », a-t-il affirmé, le ton sec.

Le premier ministre Philippe Couillard s'est quant à lui refusé de commenter l'insatisfaction populaire exprimée envers son gouvernement (68%) par le biais du coup de sonde effectué par Léger. « Je ne commente jamais les sondages, mais le chiffre, pour moi, qui est important, c'est les emplois », s'est-il contenté de dire.

Le Devoir

une

Le Parc olympique

architecture

Du 8 juin 2016 au 8 janvier 2017

à célébrer

do.co.mo.mo Québec

40 PARC OLYMPIQUE DEPUIS 1976

EXPOSITION SOUVENIRS DE 1976

LE MUSÉE DUFRESNE NINCHERI

Concerts au Château

Le 12 juin à 15h avec la pianiste Anne-Marie Dubois Saint François d'Assise, homme de lumière Musique de Franz Liszt, sur un texte de Guylain Prince

Le 19 juin à 15h avec la pianiste Janette Wolff Concert Rachmaninov

Château Dufresne 2929, avenue Jeanne-d'Arc, Montréal Pie-IX Info : 514 259-9201 www.dufresne-nincheri.ca

MAGNIER POIRIER LE REPOS SAINT-FRANÇOIS D'ASSISE

1916-2016

INTELE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL

ONE BEM

ACTUALITÉS

RELATIONS DE TRAVAIL

Régis Labeaume savoure sa victoire

Québec dépose un projet de loi conférant à l'Assemblée nationale le pouvoir de trancher un litige entre une ville et ses employés

ISABELLE PORTER
à Québec

Avec le nouveau pouvoir gouvernemental de décréter les conditions de travail des employés municipaux, Régis Labeaume vient d'obtenir le dernier des changements qu'il réclamait en matière de relations de travail. Trois ans après sa campagne électorale sur ce thème, c'est une victoire sur toute la ligne pour le maire de Québec.

«On est extrêmement satisfaits, c'est des années de bataille qu'on a démarrées à Québec qui finissent de la façon dont on voulait», a lancé M. Labeaume en



Régis Labeaume

«mélée de presse vendredi après-midi. Il fallait rééquilibrer les rapports de force entre les contribuables et les employés municipaux.»

Le projet de loi présenté vendredi par le ministre des Affaires municipales, Martin Coiteux, donne à l'Assemblée nationale le pouvoir de décréter les conditions de travail dans les municipalités lorsqu'une ville et ses employés ne parviennent pas à s'entendre. Pour les policiers et pompiers, une nouvelle instance (le conseil de règlement des différends) devra trancher en tenant compte notamment de la «situation financière et fiscale de la municipalité concernée».

Vendredi, le maire de Québec a rappelé qu'il avait longtemps été le seul à réclamer de tels changements. «On a roulé dans la gravelle, et n'eût été l'appui de la population, on n'aurait jamais pu y arriver.» Rappelons que M. Labeaume l'avait emporté avec 74% des voix lors de l'élection de 2013, après une campagne axée exclusivement sur le dossier des relations de travail.

Or à l'origine, M. Labeaume voulait que le pouvoir de décréter soit donné aux villes et non au gouvernement. Il a aussi déjà réclamé le droit au lockout. Lorsqu'on lui a demandé s'il n'était pas déçu que ce pouvoir aille plutôt aux élus provinciaux, il a rétorqué qu'il n'avait pas le choix.

«Légalement, ça ne fonctionnerait pas. Il y avait deux hypothèses: ça aurait pu être battu par la Cour suprême, mais ça aurait pu être battu aussi par une injonction interlocutoire, a-t-il dit. L'Assemblée nationale est souveraine. Ils ont le droit de décider.»

Rappelons qu'en plus de cela, le maire de Québec avait eu gain de cause dans le dos-

sier des régimes de retraite des municipalités avec la loi sur le partage des déficits des régimes de retraite, adoptée en décembre 2014.

Les syndicats sidérés

Le nouveau projet de loi sur le régime de négociation des conventions collectives change en profondeur les règles du jeu.

Désormais, les parties pourront demander au gouvernement d'intervenir après quatre mois de négociations. Un médiateur nommé par le ministre intervient ensuite pendant une période pouvant aller jusqu'à deux mois. En cas d'échec, on peut faire appel à un «mandataire spécial», également nommé par le ministre pour lui fournir un avis.

Dans le cas des policiers et des pompiers, on remplace les mécanismes d'arbitrage du ministère du Travail par un nouveau système, «le conseil de règlement des différends».

Constitué de trois personnes nommées par le gouvernement, ce tribunal fait lui aussi rapport au ministre.

Comme on pouvait s'y attendre, les syndicats ont vivement dénoncé le projet de loi vendredi. Le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Daniel Boyer, l'a qualifié d'«anticonstitutionnel» parce qu'il limite, dit-il, la liberté de négocier et le droit d'association qui sont protégés par les chartes.

Le délai de 120 jours pour négocier est carrément «ridicule», selon Denis Bolduc du Syndicat canadien de la fonction publique. «Les quatre premiers mois de négociations, ça sert à s'approprier, à commencer à danser», a-t-il dit.

M. Boyer plaide en outre que les syndicats tenaient déjà compte du cadre financier des villes lorsqu'ils négociaient. Ses collègues et lui ont martelé que la négociation, «ça marche» et que 85% de leurs membres avaient des conventions collectives signées dans le système actuel.

«C'est sûr qu'on ne laissera pas passer quelque chose comme ça», a lancé le nouveau président du Syndicat canadien de la fonction publique pour le Québec, Denis Bolduc. On se sert des travailleurs municipaux pour financer des transferts de responsabilités vers les municipalités.»

Le Devoir

Le maire veut bannir les pitbulls

Régis Labeaume a l'intention d'interdire les pitbulls sur le territoire de la ville de Québec. Conforté dans ses intentions par le décès de la dame qui a été attaquée cette semaine, il s'est montré résolu vendredi. «Je ne sais pas ce qu'on va faire, mais il faut qu'on s'organise pour qu'ils [ne] soient plus là». Reste, dit-il, à établir précisément

quelle «marque» ou «race» de chien sera bannie. Pas question non plus de se contenter d'une législation visant les propriétaires de chiens, plutôt que les animaux eux-mêmes. «S'il en tue un autre et on va avec une amende après, on n'est pas bien, bien avancés. [...] Il faut plus qu'il y en ait. On est aussi bien d'aller en amont.»

Reprise du débat sur le projet de loi de Mauril Bélanger

Ottawa — Les conservateurs ont finalement mis un peu d'eau dans leur vin, vendredi, après avoir refusé la veille d'appuyer une motion qui aurait pu éviter au député Mauril Bélanger, gravement malade, de se présenter en Chambre. Les élus de la formation ont accepté de passer au débat en troisième lecture du projet de loi visant à modifier les paroles du *O Canada* pour éliminer toute distinction de genre. Le député néodémocrate David Christopherson ne s'est pas

privé de servir une volée de bois vert aux conservateurs, se disant «extrêmement déçu» de leur manque de «respect, de civilité et d'humanité» dans cette histoire. Le Parti conservateur a refusé jeudi de consentir à une motion visant à substituer le nom de Mauril Bélanger pour celui d'Andrew Leslie comme parrain du projet de loi d'initiative parlementaire C-210. Les libéraux agissaient «par mesure de précaution», n'ayant pas l'assurance que le député atteint de la sclérose latérale amyotrophique (SLA), une maladie dégénérative incurable, serait en état de venir au Parlement pour la reprise du débat.

La Presse canadienne



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Le sénateur conservateur Don Plett estime nécessaire que le geste fatidique soit posé en présence d'un témoin neutre.

De l'aide pour mourir... mais pas de la part d'un proche

Le Sénat modifie le projet de loi C-14 pour qu'un bénéficiaire testamentaire ne puisse pas aider un malade à s'administrer un médicament mortel

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

On pourrait l'appeler l'amenagement du verre d'eau. Les sénateurs ont une fois de plus modifié le projet de loi sur l'aide médicale à mourir vendredi, cette fois pour interdire à un proche d'aider un malade à s'administrer le cocktail légal lui ayant été prescrit.

Le projet de loi C-14 prévoit qu'un malade désireux d'en finir peut soit obtenir l'aide d'un médecin, soit se faire prescrire un médicament qu'il s'administrera lui-même, potentiellement à domicile entouré de ses proches. Le projet de loi stipule que dans ce cas, «quelque fait quelque chose» («anything» — quoi que ce soit — dans la version anglaise) pour aider le malade à s'administrer la substance ne commet pas un crime.

C'est ce passage que le sénateur conservateur Don Plett a fait changer. Toute personne bénéficiaire de la succession du malade ou qui se «croit» susceptible de tirer un avantage matériel de sa mort est désormais exclue. En d'autres mots, un fils ou une conjointe susceptible d'hériter du chalet ou du REER du malade ne pourra pas l'aider à prendre ses cachets mortels.

C-14 exige déjà que la demande d'aide à mourir soit approuvée par deux médecins et signée en présence de deux témoins qui ne sont pas bénéficiaires testamentaires. Mais M. Plett fait valoir qu'en cas d'autoadministration, le patient peut conserver le médicament à domicile jusqu'à trois ans. Il pourrait attendre et finalement changer d'avis. Un scénario d'autant plus plausible que les sénateurs ont changé C-14 pour rendre admissibles les personnes n'étant pas en fin de vie.

«Il n'y a personne [sur place] qui puisse confirmer le

consentement au moment de la prise de la prescription, et encore moins juger de la capacité du malade à y consentir, a fait valoir le sénateur Plett. Il n'y a aucun mécanisme pour s'assurer que la personne n'est pas forcée à prendre la prescription.» Dans un cadre hospita-

très malade, est-ce que l'accompagnement sera considéré comme de l'aide?»

Suite incertaine

Le sort du projet de loi C-14 sur l'aide médicale à mourir est des plus incertains. Le Sénat reprendra son étude lundi soir prochain. D'autres amendements sont attendus, dont un, délicat, sur les directives anticipées. Plus tôt cette semaine, les sénateurs ont modifié C-14 pour rendre admissibles les personnes qui ne sont pas en fin de vie, au grand dam des ministres du gouvernement Trudeau.

Ces amendements rendent obligatoire le retour du projet de loi devant la Chambre des communes. Les députés s'inclineront-ils devant la volonté des non-élus en endossant les changements? Ou rétabliront-ils le projet de loi dans sa version originale? Le Sénat sert déjà une mise en garde.

«Si la Chambre des communes décide de n'accepter au-

cune des recommandations et des amendements et nous le retourne dans sa forme originale, je pense que c'est un projet de loi qui peut être défait au Sénat», a soutenu le leader conservateur au Sénat, Claude Carignan. Cela signifierait la mort du projet de loi.

Le représentant du gouvernement Trudeau au Sénat, Peter Harder, estime qu'un tel geste serait «inacceptable». «Le peuple du Canada veut que le Parlement fonctionne et nous ne pouvons pas complètement rejeter un projet de loi», a-t-il dit.

La Cour suprême a invalidé les portions du Code criminel interdisant l'aide médicale à mourir en février 2015 et avait donné aux législateurs jusqu'au 6 juin dernier pour concocter un encadrement à cette pratique. L'aide médicale à mourir est légale depuis ce jour et seul le jugement de 2015 sert de guide pour l'instant, sauf au Québec, où une loi sur les soins de fin de vie est déjà en vigueur.

Le Devoir

Achetons tableaux de qualité canadiens et européens. Grande valeur offerte

Borduas
Ferron
Fortin
Gagnon
Krieghoff
Lemieux
Letendre
McEwen
Pellan
Riopelle
Suzor-Côté
et autres...



Jean-Paul Lemieux - Ottawa de Jean-Filipe - Hink sur table

Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.
Claude Lafitte évaluateur et expert conseil

Galerie Claude Lafitte
depuis 1975 • 514.842.1270
2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545



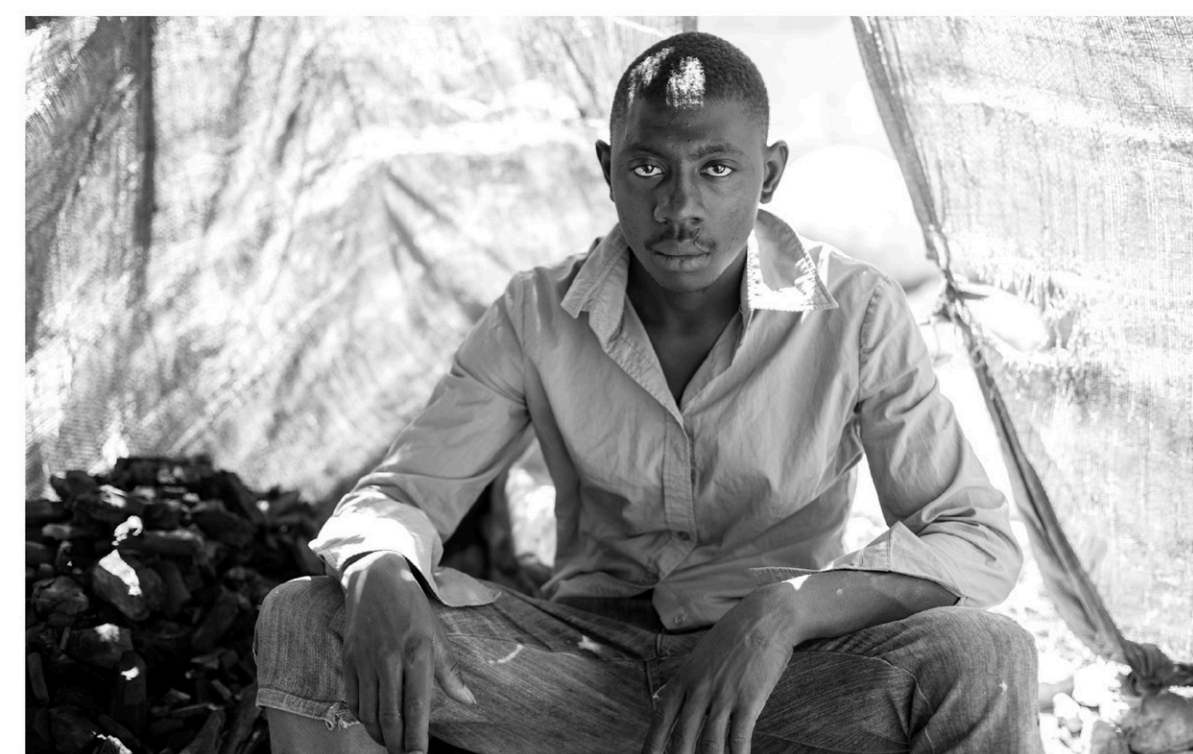
DES MIGRANTS APATRIDES



Cerabel Bonheur



Cely Jean et quelques-uns de ses enfants, au camp de Parc Cadeau II. À droite: Wilson Espinal, 26 ans, y passe ses journées assis sur une roche, les yeux vidés par la faim. En haut: la rivière Pedernales et au bout, la République dominicaine.



Le retour vers nulle part

Réfugiés dans des camps, les « rapatriés » n'ont rien pour eux en Haïti

TEXTES: ANTOINE DION-ORTEGA
PHOTOS: JONATHAN BOULET-GROULX



À l'Anse-à-Pitres, Haïti

Un jour de juin 2015, Cely Jean a rangé son chaudron et ses assiettes dans sa cuve de plastique. Il a hissé sur sa tête puis a quitté la ville dominicaine de Pedernales avant l'aube, avec son mari Jean-Pierre Jean et leurs sept enfants. La veille, Cely avait vu un homme, un *Haitiano*, se faire poignarder par une foule en colère. Il était temps de partir.

Avec pour seules provisions quatre bananes, ils ont traversé à pied la rivière qui sépare Haïti et la République dominicaine. Il était près de 8 h quand ils ont aperçu un camp formé de huttes éparées, construites avec des branches d'arbre et recouvertes de toiles et de tissus, de bâches, de cartons. Les courtépentes baroques de la misère.

Cely et les enfants ont erré parmi les arbustes à la recherche de grosses branches pour commencer à se construire à leur tour dans le camp de Parc Cadeau II. La première nuit, ils ont dormi tous les neuf sur des toiles, par terre. Ils ne connaissaient personne. Le deuxième jour, ils se sont fabriqué un abri de toiles et de tissus. Puis des lits, avec des branches et du carton. Cely a trouvé des vêtements parmi les déchets du marché d'Anse-à-Pitres, le village le plus proche.

Il s'est lié avec la voisine, Luciane Charles, une dame qui fredonne des chants d'église. Ensemble, ils veillent les uns sur les autres. Ce n'est pas toujours suffisant. Un jour qu'elle s'était éloignée, Cely s'est fait voler sa cuvette de plastique dans laquelle il y avait ses vêtements, son chaudron et sa vaisselle, mais aussi ses papiers d'identité ainsi que ceux de ses enfants. Eux qui vivent à peine, plus rien maintenant ne témoigne de leur existence.

A 29 ans, Cely ignore comment s'écrit son nom. Elle s'occupe des enfants, leur invente des jeux dans ce camp jonché de détritus, cerné de collines rocheuses où pointent les cactus. Son mari, Jean-Pierre, travaille pour un

agriculteur dominicain dans un champ de l'autre côté de la frontière. On lui donne 125 pesos par jour (3,50\$). « Si ce n'était que de moi, je resterais ici pour toujours, avec les Haïtiens, et les pagnols [espagnols] pourraient vivre entre eux, chacun de son côté, dit-elle. Mais ce n'est pas comme ça, la réalité. »

À l'autre extrémité du camp, Wilson Espinal passe ses journées assis sur une roche, les yeux vidés par la faim. Malgré les lynchages et la rumeur des massacres à venir, il avait décidé de rester en République dominicaine pour travailler sur un chantier près de San Pedro de Macoris, dans l'est de l'île.

Mais un jour de décembre qu'il revenait chez lui pour dîner, un minibus s'est arrêté et des agents l'ont embarqué avec une vingtaine d'autres *Haitianos*. Il avait pour tout bagage 400 pesos (11\$) et ses vêtements de travail.

Ils ont roulé toute la journée. Le soir venu, on les a emmenés dans une maison pour la nuit, sans rien leur donner à boire ou à manger. Ils ont dormi directement sur le ciment. Avant l'aube, ils ont repris la route. Ils sont arrivés au poste frontalier de Pedernales vers 9 h.

Ils ont marché jusqu'au camp de Parc Cadeau II, silencieux exode de miséreux en haillons. La première nuit, Wilson a dormi chez un étranger. Le lendemain, il a trouvé du bois et du carton pour se bâtir un abri. Pendant quelque temps, il a produit et vendu assez de charbon pour s'acheter des toiles à l'Anse-à-Pitres. Jusqu'au jour où il est tombé d'un cocotier et s'est cassé deux côtes. Depuis, il surveille le charbon des autres. On lui donne 25 gourdes par sac (0,50\$).

Wilson regarde sans les voir les collines verdoyantes qui encerclent le camp. Il devra retourner en République dominicaine. « Il n'y a rien pour moi en Haïti », dit-il. Ni pour personne dans ce camp, d'ailleurs. De l'autre côté de la rivière, au moins, il y aura toujours quelqu'un pour les exploiter.

Collaboration spéciale
Le Devoir

Régulariser les étrangers

Le Plan national de régularisation des étrangers est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014 et s'est terminé le 17 juin 2015. Son objectif était de régulariser la situation de quelque 450 000 immigrants haïtiens en République dominicaine. Pendant ces 18 mois, 280 000 ont tenté de s'inscrire, 230 000 demandes ont été acceptées et 184 000 visas temporaires ont été émis. Mais une poignée d'Haïtiens seulement ont obtenu la résidence permanente, essentielle pour enregistrer leurs enfants comme Dominicains. Les autorités avaient prévu : à partir du 17 juin 2015, tout immigrant qui n'aurait pas régularisé sa situation serait passible de déportation. À l'approche de la date fatidique, une véritable campagne de peur grondait dans tout le pays, relayée par les médias, qui ont rapporté des violences, des lynchages, des massacres. Ceux-ci font rarement la différence entre Haïtiens et Dominicains nés de parents haïtiens, renforçant les amalgames racistes et ciblant l'ensemble de la communauté haïtienne plutôt que les seuls sans-papiers. En deux mois à peine, 70 000 immigrants sont retournés « volontairement » en Haïti. Puis, en août 2015, les déportations commencent officiellement. Selon les derniers chiffres des autorités dominicaines, 35 000 personnes auraient été « rapatriées » depuis. Avec les départs « volontaires », ce sont 113 000 Haïtiens qui auraient quitté le pays depuis juin dernier.



Dans le bâtiment de la Direction de l'immigration, poste frontalier de Malpasse.



Des voyageurs haïtiens patientent à l'immigration.

« Les Haïtiens qui n'ont pas leurs documents doivent payer les militaires de garde à chacun des points de contrôle »

Angelin, agent de l'immigration à Malpasse, qui demande d'ailleurs « un petit quelque chose » pour avoir fourni de l'information, sous prétexte qu'il a faim.

« Les Haïtiens, c'est un business dans ce pays »

Nombreux sont ceux qui s'enrichissent avec la migration clandestine en République dominicaine

À Malpasse, République dominicaine

Avec les fortes pluies printanières, le sol rocheux s'est recouvert d'un étang de boue grise. Il est à peine 10 h et le soleil plombe déjà sur le poste frontalier de Malpasse. Trois militaires de la sécurité frontalière, mitrailleuse en bandoulière, font entrer au compte-gouttes les Haïtiens massés au portail. La plupart sont venus faire le plein de denrées dominicaines au marché binationnel pour le compte de commerçants de Port-au-Prince. Mais certains ont une autre idée en tête : entrer illégalement en territoire dominicain et, avec un peu de chance, atteindre la capitale, Santo Domingo.

Angelin, un agent de l'immigration assis à l'ombre, en est bien conscient. « S'ils n'ont pas leurs documents, ils devront payer, dit-il. À chacun des points de contrôle, ils devront donner 100, 200, parfois 300 pesos [3 à 8\$] aux militaires de garde. » Pour avoir fourni cette information, Angelin demande d'ailleurs « un petit quelque chose », sous prétexte qu'il a faim.

Tout près du bâtiment de l'immigration, de jeunes Dominicains, casquette et lunettes fumées, se taquinent et se bousculent sous le regard amusé des militaires. « Ce sont des volontaires, dit un agent du renseignement frontalier en polo rose. Ils aident les Haïtiens avec l'immigration, à s'intégrer au pays. Souvent, les Haïtiens ne savent pas trop où aller. »

Au poste frontalier, des Haïtiens viennent faire le plein de denrées dominicaines au marché. Mais certains ont une autre idée en tête : entrer illégalement et, avec un peu de chance, atteindre la capitale Santo Domingo.

En réalité, ce sont des *buscones*, de petits escrocs à la recherche de proies faciles. Se faisant passer pour des agents migratoires, ils confisqueront le passeport des Haïtiens trop crédules et ne le leur rendront qu'après les avoir complètement ruinés.

Une dispute éclate parmi eux à propos d'une dette impayée. L'un ramasse une roche, l'autre tire un couteau de sous son t-shirt... L'officier de la sécurité frontalière, qui sirote à son poste une bière haïtienne tiède, leur ordonne de se calmer. La scène s'évanouit aussitôt dans un bruyant nuage de diesel.

Près de la file des voyageurs qui patientent à l'immigration, Miguel aussi attend ses « clients ». « Je les aide à remplir leur formulaire car plusieurs ne savent pas lire », dit-il. Ça tombe bien pour Miguel : le formulaire est disponible en espagnol et en anglais, mais pas en français ni en créole. « Ils me donnent 50 ou 100 pesos [1,50 à 3\$], c'est selon. »

Quant aux sans-papiers, ils savent que l'argent ouvre les portes mieux que n'importe quel passeport. Après avoir payé 500 ou 600 pesos (14 à 17\$) pour passer les points de contrôle jusqu'à la ville de Jimani, ils pourront trouver

un chauffeur de bus prêt à les emmener jusqu'à Santo Domingo, moyennant la somme exorbitante de 6000 pesos (170\$). Ils iront alors rejoindre leurs compatriotes illégaux sur les chantiers de construction de la capitale, jusqu'à ce qu'ils se fassent épingler par un agent de mauvaise humeur.

D'ailleurs, une camionnette blanche du Contrôle migratoire s'est frayé un chemin parmi les tap-taps et les motoconchos. A son bord, un arrivage de déportés. Une dizaine d'hommes et de femmes — dont une fillette — débarquent de la boîte, l'air dépité, et passent la frontière sans se retourner. Pour ceux-là, tout est à refaire.

Dans cette région frontalière, la migration clandestine tourne comme une grande roue, et elle fait décidément vivre bien du monde. Comme le disait une dame rencontrée dans un autobus de la capitale, « *Ayisyen yo se byès nan pèyi a* » — « Les Haïtiens, c'est un business dans ce pays ».

Collaboration spéciale
Le Devoir

DES MIGRANTS APATRIDES

Le cheval de Troie haïtien

Ce n'est plus de l'immigration, « c'est une occupation », dénonce la droite nationaliste

ANTOINE DION-ORTEGA
à Santo Domingo, République dominicaine

C'était jour d'élections générales le 15 mai dernier. Tous les Dominicains étaient conviés aux urnes pour choisir leur président, leurs députés et sénateurs, et même leurs représentants municipaux. Tous? Non: des milliers d'entre eux, dont la carte d'identité n'était plus valide, ont dû garder pour eux leurs opinions politiques.

C'est sans doute l'une des conséquences les plus perverses de la *sentencia* de 2013: les Dominicains dénationalisés qui auraient voulu transporter leur mécontentement sur l'arène politique ne peuvent paradoxalement ni se présenter, ni voter. Les grands partis le savent bien puisque le sujet a provoqué un tollé à l'étranger, mais il a été à peine abordé pendant la campagne.

Selon le conseil électoral, le registre des électeurs n'a crû que de 4% en 2016, alors qu'il progresse normalement de 14% par année en moyenne. Cette chute s'explique par les dizaines de milliers de Dominicains qui n'ont pas reçu leur document d'inscription.

Pour la droite nationaliste, c'est une énorme victoire. Déjà en 2005, le chef du Parti national progressiste Pelegrín Castillo écrivait qu'il fallait « éliminer le vote irrégulier des Haïtiens des processus électoraux », qui, selon lui, expliquait « l'indécision et la faiblesse des politiques publiques face à la question haïtienne ». En 2009, il disait craindre l'établissement durable d'une minorité haïtienne capable de se constituer en parti politique « de base ethnique ».

La communauté internationale

Les Dominicains d'origine haïtienne, même s'ils n'ont jamais mis les pieds en Haïti, constituent selon M. Castillo un cheval de Troie par lequel Haïti espère secrètement reconquérir la partie orientale de l'île, qu'elle a perdue en 1844. « Pour nous, ce n'est plus de l'immigration, c'est de l'occupation, tranche le candidat à la présidence défait aux dernières élections. Ça pourrait causer une guerre. »

Il en veut particulièrement à la communauté internationale, qui, au lieu de prendre ses res-



PHOTOS JONATHAN BOULET-GROULX

pensabilités historiques vis-à-vis d'Haïti, s'est rabattue jusqu'à maintenant sur une « solution dominicaine » au problème haïtien: encourager l'émigration massive des Haïtiens vers la République dominicaine.

« Dans les 20 dernières années, notre pays a assumé le rôle d'Etat tampon pour Haïti et ça n'a fait qu'alimenter l'irresponsabilité des dirigeants haïtiens et de la communauté internationale », dit-il. Pour signifier aux grandes puissances qu'il n'y aura pas de solution dominicaine à la faillite d'Haïti, M. Pelegrín milite depuis des années pour qu'on érige un mur à la frontière, à l'instar des États-Unis.

Le miséreux, bouc émissaire du pauvre

Nombreux sont ceux qui ont souligné l'hypocrisie du discours nationaliste dominicain, qui, en montrant du doigt une communauté haïtienne déjà appauvrie et extrêmement vulnérable, a détourné l'attention du public des véritables problèmes que connaît le pays, dont les inégalités de richesse et la corruption qui gangrène toutes les institutions de l'État.

L'affaire des « verdicts à vendre », qui a révélé l'existence d'un « cartel » de juges au service des accusés les plus riches, ou encore le détournement de millions de dollars par le sulfureux sénateur Felix Bautista — le quatrième plus important scandale de corruption de 2015, selon l'organisme Transparency International — ont ainsi été largement enterrés par les tirades patriotiques sur la menace haïtienne.

Dans le quartier populaire de Villa Juana, à Santo Domingo, des lignes de jeunes Dominicains oisifs traînent près des bureaux de vote, adossés aux murs. Qu'attendent-ils donc? « J'attends qu'un des partis m'offre 400 ou 500 pesos [11 à 14\$] », dit Felix, 19 ans, casquette des Bulls de Chicago et t-shirt Adidas. « Je vais voter pour le premier parti qui m'offre de l'argent », ajoute son voisin Alan, 18 ans. La démocratie dominicaine souffre bel et bien, mais c'est d'un mal beaucoup plus profond que le soi-disant « vote haïtien ».

Collaboration spéciale
Le Devoir



Pelegrín Castillo, candidat présidentiel défait du Parti national progressiste et principal porte-parole des nationalistes dominicains, dans son bureau de Santo Domingo. Ci-dessus, un commerçant haïtien, dans cette ville.



« Voter blanc pour Daniello Medina. » En République dominicaine, où chaque parti à sa couleur, « voter blanc » au sens de « ne choisir aucun parti » n'est pas une expression courante. Le président Medina a été facilement réélu aux élections du 15 mai dernier.

4 %

Selon le conseil électoral, le registre des électeurs n'a crû que de 4% en 2016, alors qu'il progresse normalement de 14% par année en moyenne. Cette chute s'explique par les dizaines de milliers de Dominicains qui n'ont pas reçu leur document d'inscription.

Plusieurs ont souligné l'hypocrisie du discours nationaliste dominicain, qui, en montrant du doigt une communauté haïtienne déjà appauvrie, a détourné l'attention des problèmes du pays: inégalités de richesse et corruption qui gangrène les institutions de l'État



ABAT-JOUR ILLIMITÉS

L A M P S H A D E S

OBTENEZ
20% de rabais sur **TOUS** nos abat-jour et **40%** de rabais sur **TOUS** nos pieds de lampes

Présentez ce coupon au moment de l'achat. Excluant les commandes.
Aucun ajustement de prix sur les commandes ou achats antérieurs.
Valable du 11 juin au 30 septembre 2016.

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

Montréal : 4875, Jean-Talon Ouest · (514) 344-8555 · 1 (866) 747-8555
Laval : 2267, boul. Le Corbusier · (450) 682-8280
www.abatjourillimites.ca

LE DEVOIR

Papeterie Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas,
papiers Lalo, papier St-Gilles,
cartes, plumes et stylos,
albums de photos, articles de bureau,
sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

ACTUALITÉS

Pour en finir avec le rejet de contaminants dans le fleuve

La Ville de Montréal, Québec et Ottawa espèrent que leur nouveau plan commun permettra de contenir une fois pour toutes les produits toxiques dans le secteur de l'autoroute Bonaventure

JEANNE CORRIVEAU

Dans l'espoir de mettre un terme au rejet de produits toxiques dans le fleuve Saint-Laurent dans le secteur de l'autoroute Bonaventure, Ottawa, Québec et la Ville de Montréal investiront plus de 100 millions de dollars dans un plan de mitigation.

Pendant 100 ans, de 1866 à 1966, des tonnes de déchets domestiques et industriels ont été déposées directement sur le lit du fleuve, entre les ponts Champlain et Victoria. De cette accumulation de déchets et de remblayages successifs, qui ont fait avancer la berge de quelque 500 mètres, émane une soupe toxique qui, depuis 20 ans, s'écoule dans le fleuve.

Au cours des dernières années, la Ville a tenté diverses méthodes pour contenir les produits toxiques provenant du terrain lui appartenant, l'ancien Technoparc, mais sans grand succès. Estacades flottantes, mur d'interception et décontamination par les plantes n'ont pas suffi. Les polluants sont si toxiques et le volume contaminé est si important que la solution visant le remplacement des sols a été écartée parce que trop coûteuse.

Les grands moyens

Les trois ordres de gouvernement ont donc convenu d'un plan baptisé «Solution Bonaventure», dévoilé vendredi afin de contenir les contaminants dans les deux secteurs touchés.

Ainsi, les eaux souterraines du secteur ouest, situé à l'approche du pont Champlain — de propriété fédérale —, sont contaminées par de l'azote ammoniacal, des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et des métaux. La société fédérale Ponts Jacques-Cartier et Champlain (PJCCI) a donc opté pour la construction d'une barrière hydraulique d'une profondeur de 15 mètres le long de la berge et de 33 puits de pompage qui permettront d'intercepter les eaux contaminées et de les traiter sur le site.

Le projet sera mené en par-

tenariat public-privé avec la firme Sanexen Services environnementaux et s'échelonnent sur au moins 15 ans.

Le système entrera en fonction au printemps 2017, mais il demeure difficile de prévoir pendant combien de temps les équipements seront requis, a indiqué le ministre fédéral des Transports, Marc Garneau. «On va poursuivre les analyses de l'eau au cours des 15 prochaines années. Nous verrons si les sols sont plus propres à mesure que les contaminants sont retirés. Si, dans 15 ans, ce n'est pas jugé acceptable, nous continuerons le projet», a expliqué le ministre.

La facture de 13 millions sera partagée à parts égales entre Ottawa et Québec.

Hydrocarbures

Le secteur est, qui longe l'autoroute Bonaventure entre les ponts Clément et Victoria, est pour sa part contaminé par des hydrocarbures pétroliers contenant des biphenyles polychlorés (BPC) qui flottent au-dessus des eaux souterraines. En berge, la PJCCI construira un mur de confinement de 920 mètres de long ainsi qu'une station de récupération au coût de 18 millions afin de recueillir les contaminants qui seront traités et revalorisés.

Sur le site de l'ancien Technoparc, maintenant connu sous le nom de Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles, la Ville de Montréal installera son propre mur, de même que 30 stations de pompage et une usine de traitement. Le projet sera réalisé en collaboration avec SNC-Lavalin au coût estimé de 76 millions sur 25 ans. «Nous avons acquis ce site en 1989 et nous avons la responsabilité de mettre fin à la contamination ultérieure dans le fleuve», a expliqué le responsable du développement durable à la Ville, Réal Ménard, tout en disant avoir bon espoir de voir ce projet se qualifier pour une subvention de Québec dans le cadre du programme Revi-Sols.

Scepticisme

Coprésident de la Société



Le ministre fédéral des Transports, Marc Garneau, a présenté trois contenants en conférence de presse vendredi : des eaux du secteur ouest dans celui de gauche, des eaux du fleuve dans celui du centre et des eaux du secteur est dans celui de droite.

pour vaincre la pollution (SVP), Daniel Green connaît bien le site de l'ancien dépotier pour y avoir effectué des échantillonnages d'huiles toxiques s'écoulant de l'ancien Technoparc entre 2008 et 2014. Il demeure sceptique quant au plan présenté par les autorités. «Les administrations Bourque et Tremblay ont fait perdre beaucoup de temps, on aurait pu intervenir avant», dit-il.

L'estacade et les boudins flottants mis en place dans les années 2000 par la Ville pour recueillir les hydrocarbures étaient inutiles, dit-il. «Avec les courants, les huiles contournaient les estacades», explique-t-il.

Par la suite, les murets installés par la Ville se sont avérés aussi inefficaces, affirme-t-il : «C'était un muret pour la galerie. Les contaminants passaient en dessous. C'est pourquoi il est bien important que tout nouveau muret soit construit jusqu'au roc.»

M. Green estime que les solutions présentées par les autorités rejoignent la proposition qu'il avait lui-même faite il y a un an. Mais, prévient-il, il importe qu'en pompant les eaux souterraines, on s'assure aussi de recuei-

lir et traiter les gaz, car les substances toxiques présentes sont très volatiles, avance-t-il. «On risque de troquer une pollution des eaux souterraines avec une pollution de l'air», dit-il en évoquant les lacunes détectées à

Un achat très coûteux

Montréal a payé la modique somme de 1\$ en 1989 au gouvernement fédéral pour faire l'acquisition d'un terrain autrefois connu sous le nom de Technoparc. Ce site ayant servi de dépotier jusqu'en 1966, la Ville s'est rendu compte en 1991 que d'importantes quantités d'hydrocarbures provenant du sol étaient rejetées dans le fleuve. D'ici 25 ans, la Ville prévoit qu'elle aura dépensé quelque 84,3 millions pour limiter les rejets toxiques dans le fleuve.

la station de pompage des lagunes de Mercier.

Daniel Green estime qu'il faudrait aussi mettre en place un système de surveillance indépendant. «Vu que les pollueurs sont les gouvernements et la Ville de Montréal, qui va les surveiller et s'assurer que les efforts de décontamination sont bien faits? Ce n'est pas la firme Sanexen qui va le faire», souligne-t-il.

M. Green compte donc s'adresser au gouvernement fédéral et à la Ville de Montréal pour demander qu'un comité formé de groupes environnementaux et d'universitaires soit créé afin de surveiller les résultats des efforts de décontamination.

Le Devoir

Livraison Immédiate



Westmount, l'art de vivre à son meilleur

Le 215 REDFERN
WESTMOUNT

Portes Ouvertes: Les dimanches de 13 h à 16 h
Showroom: 215 Redfern, suite 410

(514) 262-9055 • (514) 651-4410 • www.215redfern.com

LE SON QUE VOTRE PÈRE MÉRITE

RS 195

- Casque fermé s'adaptant à votre audition
- Profils personnalisés pour optimiser l'expérience sonore
- Pour la TV, la radio ou les systèmes Hi-Fi

Disponible chez les professionnels exerçant dans les cliniques Lobe

Disponible pour l'achat chez:

Lobe

Audio Support

1-866-411-5623 pour trouver la clinique la plus près

audiosupport.ca

SENNHEISER

CONCOURS PLUS DE 3000\$ EN PRIX À GAGNER

En prime LE RÉPERTOIRE DES ACTIVITÉS DE L'ÉTÉ

MYTHIQUE PASSAGE DU NORD-OUEST

COMMENT DEVIEN-T-ON PLEINAIRISTE?

CONCOURS PLUS DE 3000\$ EN PRIX à gagner

GEOPLEINAIR
EXPLOREZ VOTRE NATURE

5 ESCAPADES DANS LE BAS-SAINT-LAURENT

BANC D'ESSAI 8 RÉCHAUDS TESTÉS POUR VOUS

VÉLO, VIN ET AUTRES NOURRITURES CÉLESTES Entre La Rochelle et Bordeaux

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE EXCEPTIONNELLE D'ABONNEMENT ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER UN DE NOS PRIX!

1 AN = 22\$
(43% de réduction)*

2 ANS = 38\$
(51% de réduction)*

3 ANS = 50\$
(57% de réduction)*

GEOPLEINAIR.COM/CONCOURS 2016

* Plus taxes, réduction sur le prix en kiosque. Cette offre se termine le 22 juin 2016 à 23 h 59.

ACTUALITÉS

Les travailleurs sociaux tentent leur chance auprès de Vallée

Le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, a ignoré deux lettres dénonçant les impacts de la réforme du système de santé

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

Devant le silence du ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, les travailleurs sociaux se tournent vers sa collègue Stéphanie Vallée. Dans une vidéo rendue publique vendredi, l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec interpelle la ministre de la Justice et responsable de l'application des lois professionnelles en raison des conditions de pratique qui se dégradent depuis la mise en place de la réforme Barrette.

Les deux lettres que l'ordre a fait parvenir au ministre Barrette depuis un an sont restées sans réponse. La plus récente a été envoyée le 1^{er} avril. Tout en sollicitant une rencontre, l'ordre s'inquiète, dans cette missive, du préjudice causé à la population et aux plus vulnérables depuis la mise en place de la réforme.

Intervention réclamée

Les travailleurs sociaux sont notamment visés par des transferts de personnel des CLSC vers les groupes de médecine familiale (GMF). Ils ont aussi dénoncé dans les derniers mois l'implication de travailleurs sociaux dans des dossiers qui tombent dans les champs de compétence d'au-

tres professionnels, notamment les infirmières.

Dans la vidéo mise en ligne vendredi, le président de l'ordre, Claude Leblond, demande à Stéphanie Vallée « d'intercéder auprès de son collègue pour lui rappeler l'obligation de fournir un environnement de travail optimal ».

Il souhaite pouvoir évaluer les milieux de pratique et mesurer l'impact sur les services rendus à la population.

« Je suis bien au fait de l'insécurité et de la détresse vécues par un grand nombre d'entre vous, engendrées en très grande partie par la restructuration profonde, précipitée et non planifiée de notre système de santé et de services sociaux que l'État a décidé d'assujettir à des règles médicales et comptables », affirme M. Leblond.

Les travailleurs sociaux vivent un conflit de loyauté entre les exigences de leurs supérieurs et leurs obligations déontologiques, observe-t-il.

La ministre Stéphanie Vallée, par la voix de son attachée de presse, a indiqué que le dossier concernait au premier chef son collègue Gaétan Barrette, mais qu'elle répondrait à M. Leblond s'il l'interpelle directement. Aucune demande n'avait été reçue vendredi après-midi, a indiqué Emilie Simard.

Le Devoir



GUILLAUME LEVASSEUR

Des partisans de l'équipe de France se sont réunis au bar L'Barouf, à Montréal, pour assister au match d'ouverture de l'Euro 2016.

EURO 2016

Frénésie française au cœur de Montréal

Les bars du Plateau Mont-Royal ont fait salle comble pour le match d'ouverture

PHILIPPE ORFALI

« *Allez, les Bleus!* » par ci, « *oh!* » et « *ah!* » par là: ni le tohu-bohu de la circulation ni même le vacarme des travaux de réfection de la rue Saint-Denis ne pouvaient enterrer la clameur de la foule, dans les rues du Plateau Mont-Royal, vendredi, jour du match inaugural de l'Euro 2016.

Les quinze heures à peine sonnées, de nombreux bars du quartier débordaient déjà, littéralement, des milliers de partisans de l'équipe de France — et quelques amateurs de l'équipe roumaine — ayant pris d'assaut les principaux débits de boisson du quartier. Au bar sportif L'Barouf, rue Saint-Denis, certains amateurs de foot ont dû être refoulés sur l'étroit trottoir, coincés entre l'entrée de la brasserie et le grillage installés tout autour des travaux en cours, car l'établissement affichait complet. Sur

la pointe des pieds, le cou tendu, on tentait d'apercevoir à l'écran les exploits du milieu de terrain Dimitri Payet, le Réunionnais ayant assuré la victoire des Bleus, ou de l'attaquant Olivier Giroud, auteur du premier but.

« C'est toujours comme ça », à chacun des principaux championnats de soccer, lance Mehdi, gérant de L'Barouf. Mais le match de vendredi avait tout de même de quoi réjouir le tenancier de bar. « On est au maximum de notre capacité, on est 300 personnes dans le bar. Surtout avec les travaux, ça se prend très, très bien », dit-il.

Une « communion »

Béret basque sur la tête, marinière bleue et blanche sur le dos, Loris Benaiteau observait, attentif, les multiples écrans géants de la salle. Impensable pour lui de ne pas se déplacer dans un lieu public pour ce match inaugural du quinzième

Championnat d'Europe UEFA de football masculin. « Je pense que c'est l'Allemagne qui gagnera l'Euro, c'est la meilleure équipe. Mais c'est le premier match, il fallait sortir avec la communauté française! Il y a du monde, de l'ambiance, de la ferveur. Même si on est loin de chez soi. »

Frissons à foison

L'Euro 2016, comme les autres championnats majeurs de soccer, équivaut à une « communion » entre amateurs de sports, affirme pour sa part Cyrille Symphorien, expatrié à Montréal depuis à peine deux semaines. « On se sent comme à la maison ici. » « Entonner tous ensemble la Marseillaise, en début de match, j'en avais la chair de poule », ajoute l'un de ses amis.

Les frissons s'annoncent nombreux au cours du prochain mois pour les amateurs de soccer. Et chaque pays semble avoir trouvé son ou ses lieux de prédi-

lection pour l'occasion.

Tandis que les partisans de la Croatie semblent avoir élu domicile au PJs, rue Saint-Jacques, ceux de l'Irlande pourront se rabattre sur de nombreux pubs du centre-ville, alors que le Club Espagnol de Québec, boulevard Saint-Laurent, fera office de domicile pour ceux qui soutiennent la Roja. La Grande-Bretagne est à l'honneur au Burgundy Lion, dans la Petite-Bourgogne, ainsi qu'à Bishop & Bagg, dans le Mile-End, et les partisans de la Mannschaft pourront festoyer au Das Bier, avenue Papineau. Les fervents de la Squadra Azzurra ne sont pas en reste, de nombreux cafés et bars de la Petite-Italie leur ayant ouvert grand les portes.

Le Devoir

Lire aussi: Victoire in extremis de la France. Lisez le compte-rendu du match. Page C 8



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

La ministre de la Justice, Stéphanie Vallée

AFFAIRE CINAR

La Couronne réclame 10 ans de prison pour les accusés

Le procureur de la Couronne a demandé, vendredi, au juge président du procès de l'affaire Cinar de donner aux trois accusés la peine maximale de 10 ans d'emprisonnement.

Matthew Ferguson a soutenu devant le Tribunal que les crimes de Ronald Weinberg, John Xanthoudakis et Lino Matteo, reconnus coupables le 2 juin d'une fraude totalisant quelque 120 millions de dollars, avaient terni la réputation du Canada sur les marchés in-

ternationaux et fait un nombre incalculable de victimes.

M. Weinberg, le fondateur de Cinar, et son ancien directeur financier Hasanain Panju, qui avait précédemment plaidé coupable, ont détourné des fonds appartenant à l'entreprise dans des portefeuilles de placement, sans l'autorisation du conseil d'administration, afin de s'enrichir. L'argent a ensuite été camouflé aux Bahamas, avec l'aide de M. Xanthoudakis, le p.-d.g. de Norshield, et de M. Matteo,

p.-d.g. de la firme d'investissement Mount Real.

La fraude s'est produite entre août 1998 et mars 2000. Les trois hommes ainsi que M. Panju avaient été arrêtés en 2011, après une longue enquête menée par la Sûreté du Québec au Canada, aux États-Unis et aux Bahamas.

Un jury a déclaré Ronald Weinberg, John Xanthoudakis et Lino Matteo coupables de la majorité des chefs d'accusation portés contre eux.

L'avocate de Ronald Weinberg, Annie Emond, a plutôt suggéré au juge une peine de cinq ans de prison.

M. Ferguson a indiqué que les observations sur la peine se poursuivraient probablement la semaine prochaine.

La maison de production Cinar a notamment créé des émissions de télévision pour enfants comme les séries *Caillou* et *Arthur*.

La Presse canadienne

GOLF EN RÉGION

MONTRÉAL

Golf Île des Soeurs
MONTRÉAL



Terrain de Pratique
Parcours de Golf
Académie

À quelques minutes du
centre-ville de Montréal

www.golfdsmontreal.com

MONTÉRÉGIE

Domaine de Rouville.com
ICI, ON AIME LE GOLF

18 TROUS | ABONNEMENTS FLEXIBLES
NOUVELLE SALLE CORPORATIVE
DE 40 PERSONNES

PAR 3, golf en famille et école de golf

NOUVEAU
PASSE DU SOIR

À PARTIR DE 16 H,
sur le 18 trous et PAR 3,
toute la saison!

199.99\$
+taxes

INFOS : 450 464-3903
SAINT-JEAN-BAPTISTE | MONTÉRÉGIE

Suivez-nous sur



LANAUDIÈRE

CENTRE DE GOLF
LE VERSANT

FORFAITS GOLF, VOITURETTE & SOUPER

Partie de golf 18 trous avant 14h30

Souper table d'hôte ou grillades du mercredi

LUNDI AU JEUDI À PARTIR DE 58 \$ taxes en sus

Partie de golf 18 trous avant 14h30 | Souper Pastabar

VENDREDI À PARTIR DE 68 \$ taxes en sus

Partie de golf 18 trous entre midi et 14h30 | Souper table d'hôte

SAMEDI, DIMANCHE & JOURS FÉRIÉS

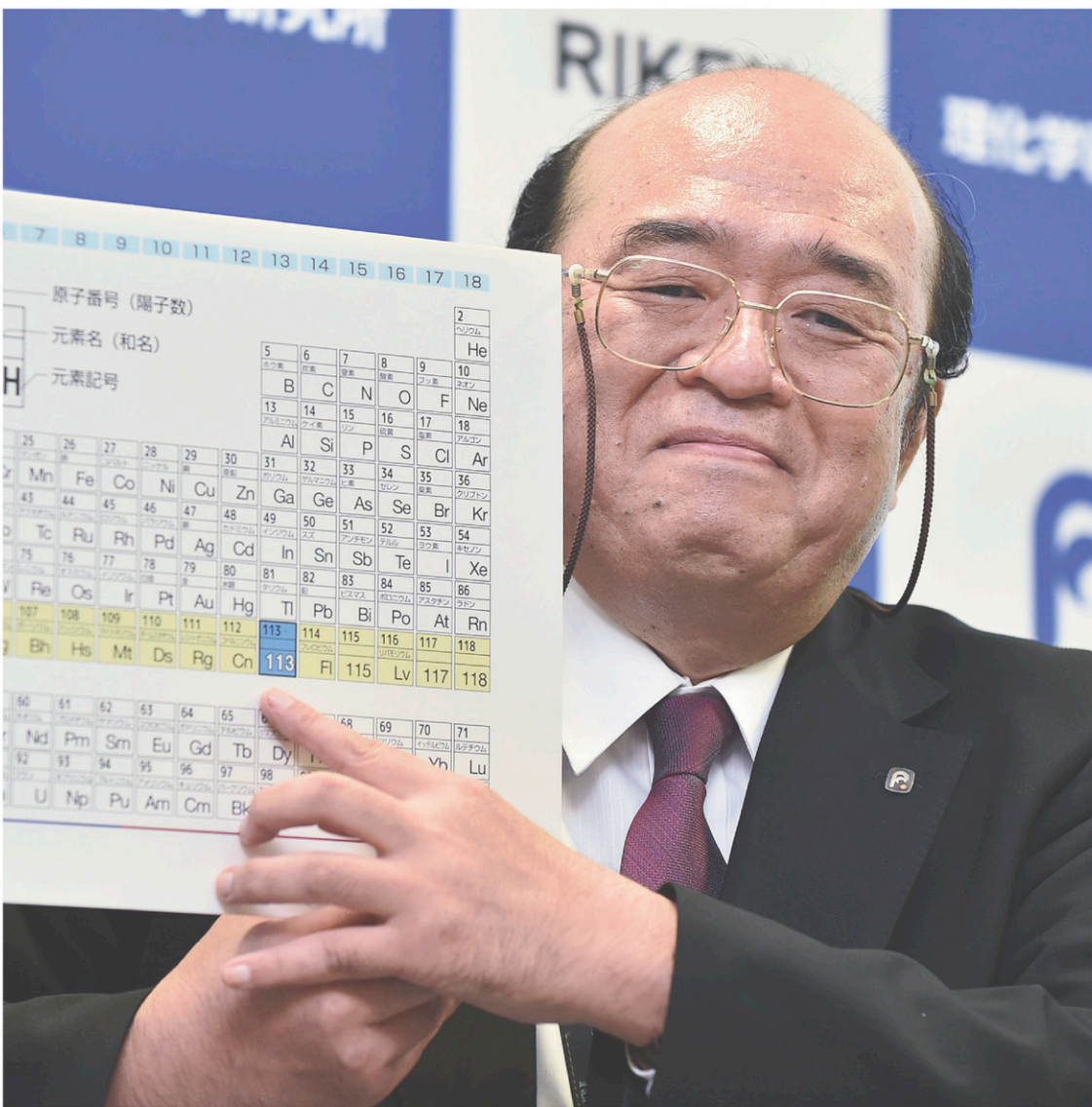
À PARTIR DE 68 \$ taxes en sus

Souper seulement | Pastabar 20.50 \$ | Table d'hôte à partir de 21.00 \$

Grillades à partir de 21.00 \$ taxes et services en sus

2075 Côte Terrebonne à Terrebonne
Réservations : 450 964-2251 | www.golfleversant.com

ACTUALITÉS



Le scientifique Kosuke Morita montrant le nouvel élément 113, découvert par son équipe

SCIENCE

Quatre nouveaux éléments du tableau périodique sont sur le point d'être baptisés

CAMILLE GÉVAUDAN

Tant pis pour les 156 278 admirateurs de Mōtōrhead qui avaient signé la pétition: aucun élément du tableau de Mendeleïev n'a été nommé «lemmium» en hommage à feu Lemmy Kilmister, leader du groupe de heavy métal.

La blague aurait été bonne, car ce sont quatre métaux lourds qui ont rejoint en janvier le grand tableau périodique de tous les éléments chimiques connus... Désormais, la dernière ligne du tableau est complète.

Mais c'est aux découvreurs de ces quatre éléments que revenait l'honneur de proposer un nom. Pour suivre les recommandations officielles, ils devaient s'orienter vers «un concept ou un personnage mythologique, un minéral ou une substance similaire, un lieu ou une région géographique, une propriété de l'élément chimique, ou un scientifique». Souvent, c'est une référence géographique qui est choisie, pour honorer le laboratoire à qui l'on doit la découverte de l'élément. On sait par exemple où furent créés l'américium et le californium... et à qui rendent hommage le curium et l'einsteinium.

Depuis janvier, la division de chimie inorganique de l'Union internationale de chimie pure et appliquée (IUPAC) a longuement réfléchi... et annoncé sa décision ce mercredi. Un nom finaliste est retenu pour chaque élément. Une consultation publique est désormais ouverte jusqu'au 8 novembre 2016, avant que l'IUPAC y mette son dernier tampon d'approbation.

113: nihonium (Nh). Cet élément porte le numéro 113, car son noyau comporte 113 protons. Il s'appelait provisoirement *ununtrium*, un nom de code inspiré du latin pour dire «un, un, trois», avec le suffixe «ium», qui va bien pour tous les éléments chimiques. Le 113 vient d'un accélérateur d'ions au Japon. Il a été généré par une collision entre deux ions, et n'a vécu que quelques millièmes de seconde avant de se désintégrer, car il n'est pas stable du tout.

Son nouveau nom, nihonium, traduit son origine: Nihon, c'est le Japon... en japonais. On ne pouvait pas faire l'impasse sur cette référence géographique, car le nihonium est le tout premier élément à avoir été découvert dans un pays asiatique. L'IUPAC espère ainsi «que la fierté et la foi dans la science supplanteront la défiance de ceux qui ont souffert du désastre nucléaire de Fukushima en 2011».

115: moscovium (Mc). Avec ses 115 protons, il s'appelait *ununpentium* depuis son officialisation en janvier. Lui est né dans les éprouvettes

de l'Institut unifié de recherches nucléaires en Russie, qui compte neuf laboratoires et un centre universitaire. L'institut est implanté à Doubna, dans l'oblast de Moscou. Moscou, moscovium... On comprend la logique.

117: tennessine (Ts). Voilà un nom plus intéressant. Bêtement appelé *ununseptium* en attendant une meilleure idée, l'élément aux 117 protons est le dernier découvert parmi les quatre petits nouveaux. Il est apparu au laboratoire Flerov de Doubna en Russie en 2010, puis à l'Université Johannes-Gutenberg de Mayence, en Allemagne, en 2014. Mais sa matière première vient des États-Unis: le laboratoire d'Oak Ridge, dans l'État du Tennessee, a fourni l'élément lourd berkélium, qui a été bombardé de faisceaux d'ions calcium. Ce sont les deux parents de bébé 117. Et l'équipe du Tennessee a ainsi été remerciée avec ce nom, tennessine.

Placé dans l'avant-dernière colonne du tableau des éléments, le tennessine aurait pu appartenir à la famille des halogènes avec ses confrères le fluor, le chlore, le brome et l'iode, mais ses propriétés chimiques l'en éloignent. On dirait plus un métalloïde, quelque part entre les métaux et les non-métaux. Quoi qu'il en soit, la colonne des halogènes et cie adopte une terminaison en «ine» (en anglais fluorine, chlore, brome...).

118: oganesson (Og). Un-un-huit, soit *ununoctium* pour le nom de code en latin. L'élément à 118 protons a finalement été baptisé oganesson en hommage au professeur Yuri Oganessian, né en 1933. Il fut «pionnier des recherches sur les éléments transactinides», soit les éléments superlourds au-delà du numéro 92, explique l'IUPAC. «Ses succès incluent la découverte d'éléments superlourds et des avancées significatives dans la physique nucléaire comme la preuve expérimentale de l'îlot de stabilité.»

Quant à la terminaison en «on», elle suit la règle de tous les éléments installés dans la dernière colonne du tableau, les gaz nobles: néon, argon, krypton, xénon, radon (sauf l'hélium).

«Certains verront peut-être de l'autocongratulation dans ces choix de noms, reconnaît Jan Reedijk, qui a coordonné la réflexion à l'IUPAC, mais il est formidable de pouvoir reconnaître que les collaborations internationales sont au cœur de ces découvertes, et que ces nouveaux noms rendent enfin les découvertes plus tangibles.»

Libération

Zika: des risques jugés minimes

Rio de Janeiro — «Moins d'un cas d'infection» au virus Zika est statistiquement prévu parmi les 500 000 touristes étrangers attendus aux Jeux olympiques de Rio, a déclaré vendredi le ministre brésilien de la Santé, Ricardo Barros. «Nous avons fait une comparaison avec la dengue à la Coupe du monde 2014: seuls trois des 1,4 million de touristes ont été infectés par la dengue, a-t-il dit. La prévision statistique, c'est donc que sur les 500 000 étrangers au plus qui viendront aux Jeux de Rio, il y aura moins d'un touriste infecté par le Zika», a-t-il continué, les deux maladies étant transmises dans des conditions similaires par des moustiques. «Le risque est minime pendant les Jeux, on a eu une chute draconienne de cas de Zika au Brésil.»

Agence France-Presse

Ontario: une nouvelle université franco-ontarienne?

Le gouvernement de Kathleen Wynne pourrait-il aller de l'avant avec la création d'une université franco-ontarienne? C'est ce que propose un rapport commandé par l'Ontario et dévoilé vendredi. Les auteurs recommandent de créer, d'ici 2020, un campus universitaire francophone dans le Grand Toronto. Ils suggèrent aussi d'accorder un financement de démarrage d'au moins 60 millions sur quatre ans, dès le prochain budget, et de nommer un conseil d'administration provisoire dans les six prochains mois. Queen's Park a accueilli prudemment le rapport, mais n'a pas pris d'engagement pour l'instant. Les francophones ont actuellement accès à deux collèges de langue française et huit établissements universitaires bilingues.

Le Devoir

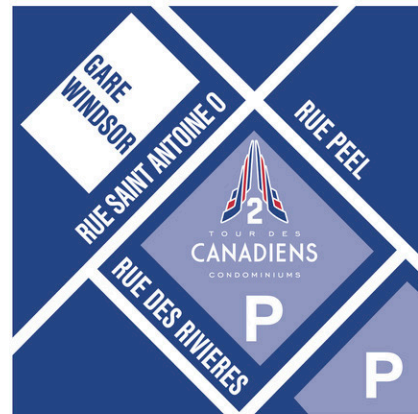
DES VUES GAGNANTES

La Tour des Canadiens 2 remporte le prestigieux prix nord-américain de "Communauté unie de l'année 2016"!

MAINTENANT EN VENTE CONDOS À PARTIR DE 300 000 \$

NOUVELLE OFFRE LES SUITES SIGNATURE

DOMINANT L'ÉTINCELANTE SILHOUETTE DU CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL, LES SUITES SIGNATURE, AU SOMMET DE LA TOUR DES CANADIENS 2, OFFRENT DES VUES DÉGAGÉES ET TOUT SIMPLEMENT INÉGALÉES DANS CHAQUE DIRECTION. VIVEZ L'EXPÉRIENCE DE LA VIE AU SOMMET DANS UN RAFFINEMENT À SON APOGÉE. LES SUITES SONT CONÇUES POUR OFFRIR LE MEILLEUR DE L'ÉLÉGANCE. BIENVENUE À LA BELLE VIE.



VISITEZ LE PAVILLON DES VENTES AUJOURD'HUI

750 RUE PEEL
(STATIONNEMENT SUR PLACE)

LUNDI AU JEUDI : MIDI À 18 H
VENDREDI ET FÉRIÉS :
SUR RENDEZ-VOUS
SAMEDI ET DIMANCHE : MIDI À 17 H

TOURDESCANADIENS.COM

SPORT CULTURE DIVERTISSEMENT MAGASINS PARCS



Concept d'artistes. Le logo des Canadiens de Montréal sera positionné sur l'un des côtés de la Tour des Canadiens phase 2. Les prix et spécifications sont sujets à changement sans préavis. Voir les représentants de vente pour plus de détails. SEO.

ZONBI

SUITE DE LA PAGE 1

nés de parents étrangers « en situation irrégulière ». Un coup bas dans ce pays qui a toujours profité de l'extrême vulnérabilité de la main-d'œuvre haïtienne, d'abord dans les plantations de canne à sucre, maintenant dans la construction, l'agriculture et le tourisme. Depuis cette *sentencia*, la plupart des habitants de Canutillo sont plongés dans un cauchemar administratif dont ils ne voient pas la fin.

Devant le tollé international provoqué par ce spectaculaire verdict, le gouvernement de Danilo Medina a présenté, en mai 2014, une loi dite de « naturalisation » censée redonner un statut légal aux 210 000 Dominicains visés. Toutefois, l'appareil administratif dominicain a imposé tellement de contraintes à cette démarche que seuls quelques milliers ont pu s'inscrire au plan dans les délais impartis.

Fin 2015, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés estimait à 133 000 les personnes sans nationalité au pays. Ce chiffre inclut seulement les descendants directs d'étrangers, car il n'existe aucun décompte sérieux des générations suivantes. Dans ce petit pays de 10,4 millions d'habitants, c'est donc tout un pan de la population qui ne peut obtenir ni acte de naissance, ni carte d'identité, ni passeport. Ces gens ne peuvent pas étudier; se marier ou déclarer une naissance; accéder à des soins de santé ou à un emploi formel; voter. Le tribunal en a bel et bien fait des *zonbi*.

Bourreaucratie

Parmi les jeunes qui se bousculent sur le terrain de basket, il y en a un — Gerardo — qui dépasse tout le monde d'au moins un pied. Son père haïtien est arrivé au pays dans les années 1970 avec, en main, une fiche remise par l'État pour couper la canne à La Romana, dans l'est de l'île. Il a donné toute sa vie à l'économie sucrière dominicaine.

Dominicain de naissance, Gerardo a préféré étudier plutôt que suivre les traces de son père dans les plantations. Étudier et jouer au baseball. Ce colosse de 6 pieds 4 pouces a si bien fait qu'à 18 ans, il s'est fait remarquer lors d'un tournoi par une équipe japonaise, qui l'a aussitôt invité à venir jouer au Japon.

Mais les autorités dominicaines lui ont refusé sa carte d'identité, nécessaire pour obtenir son passeport. Son acte de naissance avait « expiré ». Les mois ont passé, l'opportu-



JONATHAN BOULET-GROULX

Cultivateurs préparant la prochaine récolte de canne à sucre, près de Quisqueya. Une fois les tiges de canne étendues dans les sillons, celles-ci sont hachées en menus tronçons d'un pied de long, afin de maximiser la repousse. Ces cultivateurs, tous haïtiens, sont payés entre 50 et 70 \$ par quinzaine.

rité s'est doucement refermée sur Gerardo et sa petite maison de tôle ondulée, où un drap cloué au plafond sépare une minuscule salle à manger de la chambre familiale où ils s'entassent tous les quatre. « Je voulais sortir mon père et ma mère d'ici, dit-il. Ce n'est pas une maison pour mes parents, tu comprends ? »

Le problème ne fait que commencer pour les familles comme celle de Gerardo, car l'apatridie est une maladie héréditaire. Les jeunes parents qui ont perdu leur nationalité dominicaine ne peuvent pas enregistrer leurs propres enfants au registre civil. Sans acte de naissance, ils sont des dizaines de milliers à ne pas pouvoir terminer leur primaire.

Ejectée du registre et sans carte d'identité, Yuli, jeune dominicaine de 23 ans, n'a jamais pu enregistrer son fils. « Il ne pourra pas passer au secondaire s'il n'a pas son acte de naissance », dit-elle. Sa voisine Martha non plus ne peut pas inscrire sa fille, car elle-même est réputée « en situation irrégulière ».

Le batey, un entonnoir

C'est d'abord comme coupeurs de canne que les Haïtiens sont arrivés dans ce batey de Quisqueya. À partir de 1952, des contrats formels entre les gouvernements des deux pays assurent aux sociétés sucrières un approvisionnement de main-d'œuvre haïtienne outrageusement mal

« Pour couper la canne, vous n'avez besoin d'aucun document. Pour tout le reste, si. »

Antonio Pol Emile, Centre culturel dominico-haïtien

payée. Ces contrats, qui évoquent la traite d'esclaves, se perpétuent jusqu'en 1986.

D'ailleurs, le président du tribunal constitutionnel Milton Ray Guevara, encensé par les nationalistes pour avoir sauvé le pays de la menace haïtienne, a lui-même négocié, alors qu'il était secrétaire d'État en 1979, un contrat avec le dictateur haïtien Jean-Claude Duvalier pour faire venir des milliers de *braceros* (coupeurs de canne) en République dominicaine.

Le plus souvent, les travailleurs saisonniers haïtiens finissent par s'installer au batey et y fondent leur famille. Leurs enfants dominicains, en revanche, s'intéressent peu à la canne à sucre. Ils étudient, investissent d'autres secteurs de l'économie. Souvent dégoûtés par les conditions de vie qui prévalent dans les plantations, plusieurs militent pour les droits des *braceros*, s'organisent, se lancent en politique. Dans les années 1990, les élites conservatrices du pays ont commencé à se sentir menacées par ces jeunes Dominicains noirs qui ont réussi à « s'échapper » de leur batey.

« Le seul secteur que l'État dominicain nous réserve, c'est la

coupe de la canne ou l'agriculture, dans des conditions infra-humaines, estime Antonio Pol Emile, directeur du Centre culturel dominico-haïtien. Certaines familles très pauvres ont tout de même réussi à sortir un ou deux enfants du batey, malgré l'exploitation, la discrimination et la répression permanente. »

Les élites économiques non plus n'aiment pas voir leur main-d'œuvre s'éduquer, s'organiser, monter dans l'échelle sociale. « Il y a encore bien des secteurs qui dépendent de la main-d'œuvre haïtienne bon marché », dit M. Pol Emile. Les entreprises sucrières, par exemple, ont tout intérêt à confiner ces gens sans document dans les bateys, contre leur volonté. »

Pour lui, il est clair que la *sentencia* condamne les descendants de *braceros* à une sphère bien circonscrite de l'économie dominicaine; la canne, les travaux agricoles, la construction. « Pour couper la canne, vous n'avez besoin d'aucun document, dit-il. Pour tout le reste, si. » Et c'est bel et bien avec un regard de condamné que Gerardo retourne maintenant dans le potager de son père.

Collaboration spéciale
Le Devoir

SONDAGE

SUITE DE LA PAGE 1

Malgré l'avance d'Alexandre Cloutier, Jean-François Lisée a gagné neuf points depuis le mois dernier. Le député de Rosemont est un des rares à bousculer les idées reçues au PQ. Encore cette semaine, il a mis en garde le parti contre la tentation de promettre à tout prix un référendum durant un premier mandat péquiste.

« Ma prévision, elle est simple, a-t-il dit. Si on s'entête à proposer un référendum dans le premier mandat, nous serons le troisième parti au Québec en 2018. Les libéraux ou la CAQ auront gagné, on se sera marginalisé, et ce sera très dur pour la suite. »

Alexandre Cloutier et Véronique Hivon promettent de préciser leur stratégie référendaire avant l'élection générale de 2018, mais Jean-François Lisée va plus loin: il s'engage à ne pas tenir de référendum avant un éventuel deuxième mandat péquiste, qui commencerait en 2022.

Paul Saint-Pierre Plamondon, qui a annoncé sa candidature à la chefferie du PQ le mois dernier, exclut lui aussi la tenue rapide d'une consultation sur l'indépendance du Québec. Martine Ouellet est la seule candidate à la chefferie à insister sur l'importance d'un référendum dans un premier mandat du PQ.

Électeurs indifférents

Les électeurs, eux, semblent indifférents à ce débat qui agite le PQ. En gros, au moins la moitié des répondants au sondage se préoccupent peu du calendrier référendaire, souligne Christian Bourque. « Ce n'est pas un enjeu déterminant de la course à la chefferie », explique-t-il.

Ainsi, 50% des électeurs affirment que la promesse d'un référendum dans un premier mandat « ne changerait rien » à leur vote. Chez les sympathisants péquistes, cette proportion des indifférents à un référendum rapide grimpe à 53%.

Par contre, 28% des péquistes indiquent que la promesse d'un référendum imminent les inciterait davantage à voter pour le PQ. Mais 39% des partisans de la CAQ affir-

ment que ça les inciterait moins à voter pour le PQ.

La même relative indifférence anime les électeurs quand ils se font demander si un référendum reporté après 2022 changerait leur opinion: 60% affirment que ça n'aurait aucun impact sur leur vote. Encore une fois, 52% des péquistes sont du même avis. Ça ne changerait rien à leur opinion; 25% des péquistes indiquent tout de même qu'un report du référendum les inciterait davantage à voter pour le PQ.

La proposition de tenir un référendum qui porterait sur la souveraineté ou le renouvellement du fédéralisme, lancée par le député Nicolas Marceau, suscite aussi peu d'enthousiasme; 55% des électeurs affirment que ça ne changerait rien à leurs intentions de vote.

« Aucune des trois propositions [référendum rapide, référendum reporté après 2022 ou référendum sur l'indépendance] ou le renouvellement du Canada [n'est largement gagnante au PQ. Aucune n'est perdue d'avance non plus], dit Christian Bourque.

Trudeau se maintient

À Ottawa, la lune de miel de Justin Trudeau avec l'électorat se poursuit de plus belle. Le Parti libéral du Canada maintient sa domination sans partage, avec 51% des intentions de vote au Québec. Les autres partis jouissent d'un appui variant entre 5% et 17% de l'électorat.

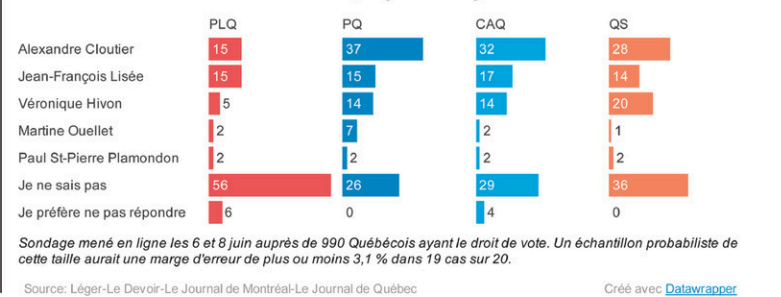
Le premier ministre Trudeau domine aussi le baromètre des personnalités politiques, publié vendredi dans *Le Devoir*; 63% des Québécois en ont une bonne opinion.

La majorité des Québécois reste allergique à un référendum sur l'indépendance, mais les électeurs sont plus enthousiastes envers une consultation sur une réforme du mode de scrutin: 57% des répondants au sondage souhaitent un référendum sur cette question qui déchire le Parlement fédéral.

Le sondage a été mené par Internet auprès de 990 québécois entre le 6 et le 8 juin 2016. Ce sondage est non probabiliste, mais un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de 3,1%, 19 fois sur 20.

Le Devoir

Intentions de vote selon les candidats à la chefferie du PQ (en %)



HOWE

SUITE DE LA PAGE 1

88 ans, mériterait peut-être qu'on nomme le Temple en son honneur tellement il a marqué le sport par son talent, sa fougue, sa hargne à l'ouvrage et son ahurissante longévité.

Les partisans du Canadien n'étaient sans doute pas d'accord, parce qu'ils se rangeaient unanimement derrière le Rocket, mais on le surnommait « Mr. Hockey », un titre qui lui était à ce point cher que son épouse, Colleen, qui était aussi son agente à une époque où il y avait bien peu d'agents et encore moins de femmes pour exercer le métier, l'avait fait enregistrer comme marque de commerce — elle-même était d'ailleurs « Mrs. Hockey ».

Il excellait dans toutes les phases du jeu, de telle sorte qu'on en est venu à parler d'un « tour du chapeau à la Gordie Howe » lorsque dans un même match, un joueur récolte un but et une mention d'aide et écope d'une punition majeure pour s'être battu. Il n'était pas reconnu pour jeter les gants, mais il n'hésitait pas à le faire lorsque cela se révélait nécessaire, comme ce 1^{er} novembre 1959, quand le dur à cuire des Rangers de New York Lou Fontinato le convoqua en combat singulier. Howe lui servit une si sévère correction que les deux hommes se retrouvèrent en photos dans le prestigieux magazine *Life*, l'un torse nu et roulant les mécaniques, l'autre le vi-

sage tuméfié et couvert de bandages.

« Don't mess around with Gordie », s'intitulait l'article, et pour cause. Howe devait ne plus trop avoir à se livrer au pugilat par la suite, parce qu'à peu près personne n'osait désormais l'affronter.

Tous les aspects du jeu: il pouvait battre l'adversaire à la fois en jouant du coude — il appelait cela « obtenir du respect pour créer de l'espace » — qu'en marquant un but tout en finesse.

Un quart de siècle

L'histoire de Gordon Howe, né en 1928 dans la petite agglomération de Floral, en Saskatchewan, aurait pu être bien différente. Alors qu'il n'est âgé que de 15 ans, il est d'abord invité à un camp d'entraînement à Winnipeg par les Rangers de New York, mais il a tout fait de constater qu'il s'ennuie de chez lui et il décide de rentrer à la maison à Saskatoon. Ce sont plutôt les Red Wings de Detroit qui le convaincront de signer un premier contrat professionnel, et c'est sous leurs couleurs qu'à compter de 1946, il s'imposera comme l'un des plus grands à avoir jamais chaussé les patins — et manié le bâton: il était naturellement ambidextre.

À Detroit, Howe passera 25 saisons. Quatre Coupes Stanley. Six trophées Art Ross de meilleur pointeur de la LNH et six trophées Hart de joueur par excellence du circuit — deux records à ce moment, que seul surpassera un certain Wayne Gretzky, né en 1961 et qui a grandi en idolâtrant Howe, qu'il a rencontré quand il avait

10 ans, et qui, à son arrivée chez les juniors avec les Greyhounds de Sault-Sainte-Marie, constatera que le numéro 9 est déjà pris et adoptera le 99.

Ailier droit, Howe fera partie d'un trio passé à la postérité, la « Production Line », aux côtés de Ted Lindsay, un autre que pas grand-chose n'effraie, et Sid Abel. Il y aura par la suite la « Production Line II », avec Lindsay et Alex Delvecchio, puis la III avec Delvecchio et Frank Mahovlich. Gordie Howe est le socle inamovible des Wings pendant un quart de siècle.

Le grand retour

En 1971, à 43 ans, l'heure de la retraite a sonné. Mais deux ans plus tard, la tentation est trop forte: Howe a la possibilité de réaliser un rêve en jouant avec deux de ses fils, Marty et Mark, qui n'ont pas encore 20 ans, et il saute sur l'occasion. Les trois se joignent donc aux Aeros de Houston, de l'Association mondiale de hockey, un circuit rival de la LNH fondé en 1972. Ils passeront quatre campagnes ensemble avec les Aeros — Colleen a négocié des contrats de 1 million \$US pour le père et de 400 000 \$ chacun pour les fistons —, puis deux dans l'uniforme des Whalers de la Nouvelle-Angleterre. Et bien qu'il file vers la cinquantaine et même la franchisse, il parvient quatre fois à accumuler au moins 96 points en une saison. Gordie dira des années passées à Houston qu'elles furent les plus heureuses de sa carrière.

En 1979 survient la « fusion » de la LNH et de l'AMH, et Gordie Howe décide d'y aller d'un dernier tour de piste dans le circuit qu'il a tant marqué. Cette saison-là, 1979-1980, il dispute les 80 matchs de saison régulière des Whalers de Hartford et marque 15 buts, dont l'avant-dernier est son 800^e en carrière dans la LNH. Encore là, ses 801 filets ne sont dépassés que par Gretzky, auteur de 894. Ses 1850 points? Seuls Gretzky, avec 2857, Mark Messier, avec 1887, et Jaromir Jagr, avec 1868, le devancent.

Quand il annonce de nouveau sa retraite, définitive cette fois, Howe vient d'avoir 52 ans, il est déjà grand-père et il est membre du Temple de la renommée du hockey depuis huit ans. Le président de la LNH à l'époque, John Ziegler, tiendra ce propos: « Gordie Howe ne devrait pas tant être dans un uniforme des Whalers de la Nouvelle-Angleterre que dans les pages du *New England Journal of Medicine*. »

Ceux qui l'ont connu ont dit de Gordie Howe qu'autant il pouvait être acharné sur une patinoire, autant il était affable et courtois dans la vie de tous les jours, ce qui faisait de lui un ambassadeur de choix pour le sport, ce qu'il est en quelque sorte devenu dans son après-carrière. Une vie mise à mal par des ennuis de santé ces dernières années, mais une longue vie à « faire le travail », comme il avait coutume de dire avant de sauter sur la glace. On ne devient pas Monsieur Hockey en se contentant de demi-mesures.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com